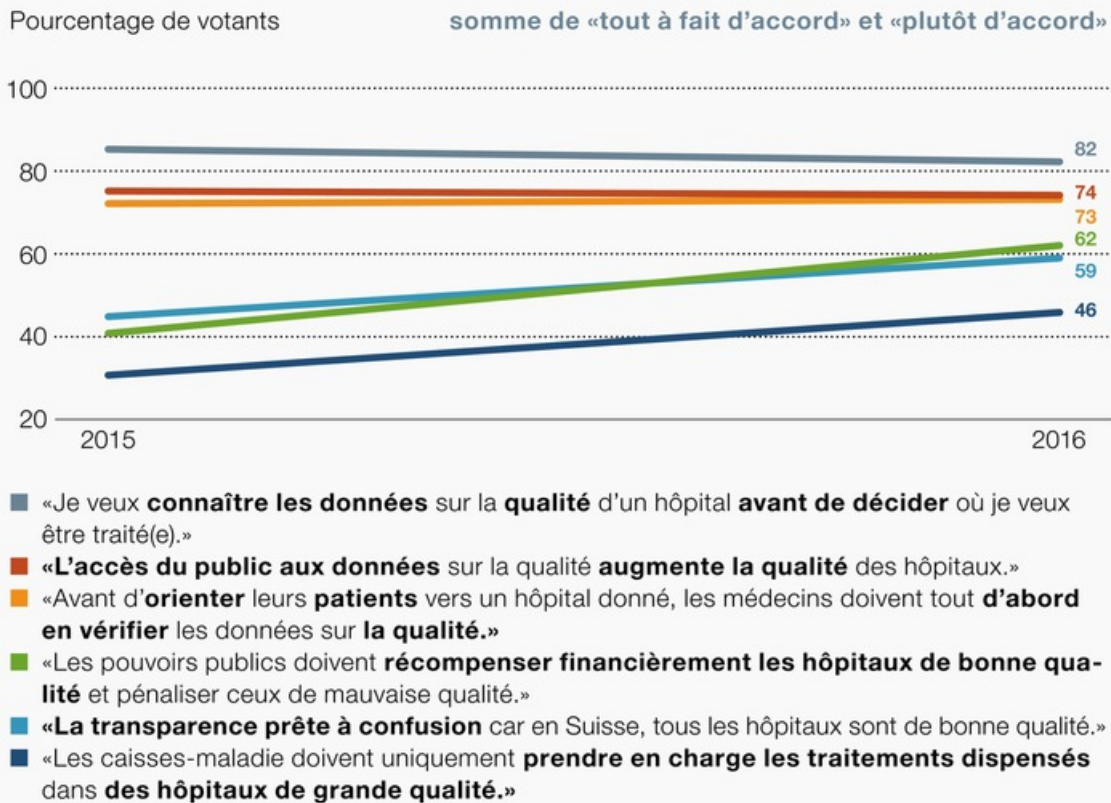


23.06.2016 - 09:45 Uhr

Récompenser les hôpitaux de bonne qualité

2 | Déclarations sur les données de qualité

«Venons-en brièvement aux hôpitaux et cliniques. Il existe différentes données qui mettent en évidence la qualité d'un hôpital, par exemple, la fréquence des complications après une opération. Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec les déclarations ci-après.»



Source: gfs.berne, Moniteur de la santé 2016 (N = environ 1 200 par sondage)

Bâle (ots) -

La transparence sur la qualité des hôpitaux reste importante pour les électeurs. C'est ce qu'indique le nouveau Moniteur de la santé gfs. La nouveauté est qu'une majorité de 62% trouve que les hôpitaux de bonne qualité devraient être récompensés financièrement par les pouvoirs publics. Par rapport à l'année passée, la population a plus fortement conscience des coûts, de sorte que, par exemple, la densité de médecins est vue de manière plus critique. 60% voient un rapport direct entre la densité de médecins et la hausse des primes. Malgré tout, la satisfaction vis-à-vis du système de santé suisse reste quasiment inchangée à un haut niveau.

20 ans après l'introduction de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), le bilan est clair: 81% des électeurs ont une opinion très positive ou plutôt positive. Le record de l'année précédente (82%) n'est donc pas tout à fait atteint, mais l'approbation depuis longtemps croissante vis-à-vis de la LAMal se confirme, alors que les électeurs ne l'avaient adoptée à l'origine qu'à une petite majorité. De même, l'évaluation de la qualité du système de santé est régulièrement positive. Actuellement, 75% la trouvent très bonne ou bonne.

Récompenser financièrement la qualité

82% des personnes interrogées souhaitent connaître les données sur la qualité avant de se décider pour un hôpital ou une clinique et 75% pensent que l'accès du public aux données sur la qualité améliore la qualité des traitements dans les hôpitaux. En outre, pour la première fois, une majorité de 62% (+21 points) est d'avis que les pouvoirs publics devraient récompenser financièrement les hôpitaux de bonne qualité et pénaliser les mauvais. Il s'agit de la plus grande modification d'un résultat par rapport à l'enquête de l'année précédente. Néanmoins, les opinions à ce sujet sont ambivalentes: 59% craignent que la transparence ne prête à confusion, tous les hôpitaux étant en Suisse de bonne qualité. La proposition que les caisses-maladie ne prennent en charge que les traitements dispensés dans les hôpitaux de grande qualité n'est actuellement pas majoritaire: les votants sont 46% (soit tout de même 15 points de plus qu'il y a un an) à être d'accord, tandis que 50% ne souhaitent pas de règles de qualité aussi sévères.

Densité de médecins: désaccord sur les mesures à prendre

La densité de médecins est vue de manière plus ou moins critique selon les régions. La moitié des personnes interrogées pense qu'il y a trop de cabinets médicaux en Suisse, l'autre moitié n'est pas d'accord. 55% sont d'avis qu'il y a trop de spécialistes et pas assez de généralistes. Une majorité de 60% pense que les primes des caisses-maladie augmentent avec le nombre de praticiens. Les mesures à prendre pour piloter le nombre de cabinets médicaux sont controversées. Une petite majorité de 53% trouve qu'il n'y a pas besoin de gel des admissions car le marché se régule lui-même. Mais ce sont aussi 53% qui pensent que l'on pourrait délier les caisses-maladie de l'obligation de conclure un contrat avec chaque médecin, même si près de 70% redoutent que leurs possibilités de choisir s'en trouvent restreintes.

Importance de la qualité et de la liberté de choix, conscience croissante des coûts

La qualité des prestations et la liberté de choix dans la prise en charge continuent à être les grandes priorités des électeurs. Ils leur accordent plus d'importance qu'au prix. Il y a une nouvelle fois plus d'opinions favorables à la revendication que les assureurs-maladie couvrent les risques financiers et non l'ensemble des prestations. Cette tendance coïncide avec la conscience croissante des coûts: pour la première fois, les dépenses dues aux factures de dentistes, de médecins et aux médicaments payés soi-même sont subjectivement ressenties comme un problème plus pesant que les primes des caisses-maladie.

Image des acteurs: les politiciens de la santé ont le vent en poupe

Les prestations au catalogue de l'assurance de base sont en majorité acceptées (59%), mais il y a une tendance vers un refus d'étendre les prestations. 29% seulement sont pour une extension du catalogue des prestations, contre 39% en 2014. La satisfaction vis-à-vis des acteurs du système de santé reste élevée, mais la conscience croissante des coûts se fait là aussi sentir. En 2016, les politiciens chargés des questions de santé ont le vent en poupe: ils recueillent 7.1 points sur 10 possibles (+0.9), c'est-à-dire leur meilleure note depuis l'existence du Moniteur de la santé. Les médecins (7.4, -0.6), l'industrie pharmaceutique (6.8, -0.6) et les pharmaciens (6.1, -0.9) se voient en revanche crédités de moins de compétence que les années précédentes.

Relations entre les entreprises pharmaceutiques et les médecins: les deux en bénéficient

Pour 89% des personnes interrogées, la formation continue des médecins est importante pour la qualité de la prise en charge. Une nette majorité (88%) est aussi d'avis que la collaboration entre médecins et industrie pharmaceutique apporte un bénéfice aux deux. 74% trouvent qu'un financement de la formation continue des médecins par l'industrie pharmaceutique ne pose pas de problème si cela se passe en toute transparence. Un peu plus de 60% approuvent un financement de la formation continue par les médecins eux-mêmes et autant par l'État.

«Moniteur de la santé gfs 2016» sur Internet

Vous trouverez l'essentiel en bref sur le «Moniteur de la santé gfs 2016» sur le site Internet www.interpharma.ch à la rubrique «Faits et statistiques / Moniteur de la santé gfs». Le résumé de l'étude peut aussi être téléchargé au format PDF. De même, les graphiques sont disponibles gratuitement dans un format usuel.

L'enquête représentative «Moniteur de la santé gfs» est réalisée une fois par an par gfs.bern sur mandat d'Interpharma. 1 210 électeurs de toute la Suisse ont été interrogés entre le 7 mars et le 8 avril 2016.

Contact:

Thomas Cueni, secrétaire général d'Interpharma
Portable 079 322 58 17 / thomas.cueni@interpharma.ch

Sara Käch, responsable de la communication d'Interpharma
Portable 079 208 16 33 / sara.kaech@interpharma.ch

Medieninhalte



Déclarations sur les données de qualité, Moniteur de la santé 2016, gfs.berne. Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100002276 / L'utilisation de cette image est pour des buts rédactionnels gratuite. Publication sous indication de source: "obs/Interpharma"

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100002276/100789800> abgerufen werden.